RAID CONTRE UN VILLAGE SYRIEN

L'opération visait des insurgés selon Bagdad, silence de Washington

L'opération héliportée contre un village syrien dimanche visait des insurgés se servant de la Syrie comme «base arrière» pour opérer en Irak, selon Bagdad, alors que les Etats-Unis, sourds aux accusations de Damas, assuraient hier n'avoir «aucune information» sur l'incident.

«L'endroit (où a été mené le raid) était le théâtre d'activités d'organisations anti-irakiennes se servant de la Syrie comme base arrière pour des opérations en Irak», a déclaré le porte-parole du gouvernement, Ali Al-Dabbagh.

«Le gouvernement irakien était en contact avec la partie américaine (...) sur cette attaque menée sur la frontière syrienne», a ajouté le porte-parole dans un communiqué, sans confirmer que les forces américaines étaient à l'origine de l'opération.

«L'Irak cherche à avoir de bonnes relations avec la Syrie et avait demandé au gouvernement syrien d'extrader un groupe basé en Syrie qui avait tué récemment 19 membres des services irakiens de sécurité dans un village frontalier. Ce groupe utilise la Syrie comme base arrière pour lancer ces attaques contre l'Irak», a ajouté M. Dabbagh.

A Washington, une porte-parole de la Maison Blanche interrogée par courriel a décliné tout commentaire sur l'incident, qui aurait fait huit morts.

Auparavant, la coalition internationale en Irak, menée par l'armée américaine, avait indiqué à l'AFP n'avoir «tout simplement aucune information sur l'incident» en Syrie.

Hier, à Londres, une conférence de presse commune des chefs de la diplomatie britannique David Miliband et syrien Walid Al-Mouallem a été annulée en dernière minute.

Le Foreign office a expliqué que celle-ci n'aurait «pas été appropriée», sans pour autant faire explicitement référence à l'incident frontalier. La Ligue arabe et Paris ont souhaité que la lumière soit faite. Au lendemain de l'opération, la presse officielle syrienne a vivement condamné le raid, parlant de «crime de guerre», «terrorisme» et «assassinats».

«Les forces américaines venant d'Irak ont commis un assassinat de sang froid. Elles ont commis un crime de guerre qui a entraîné la mort de huit ressortissants syriens civils dans un village calme à huit kilomètres de la frontière irakienne», a dénoncé le journal gouvernemental *Techrine*.

La télévision d'Etat syrienne a montré hier des images d'un bâtiment en construction, avec du sang sur le sol, des matelas déchirés et filmé les victimes dans la morgue.

Les médias officiels syriens avaient rapporté dimanche une attaque de soldats américains débarqués d'hélicoptères venant d'Irak contre un bâtiment d'un village syrien, à huit kilomètres de la frontière.

Photo : DR

Funérailles des victimes du raid.

Le ministère syrien des Affaires étrangères avait aussitôt convoqué les chargés d'affaires américain et irakien à Damas pour protester contre «cet acte agressif», faisant porter aux Etats-Unis «la responsabilité et toutes les conséquences qui en découleront».

Le ministère a demandé à l'Irak d'ouvrir une enquête et d'interdire que son territoire soit le point de départ d'agressions contre la Syrie.

La télévision a aussi montré des blessés racontant le raid, de l'hôpital. «J'ai entendu des tirs, j'ai couru pour récupérer mon fils et ils m'ont tiré dessus», a dit une femme. «Je pêchais quand j'ai vu quatre hélicoptères.

Une pluie de balles s'est abattue. J'ai essayé de fuir, j'ai été touché», a dit un homme.

Damas et Washington sont en froid, l'administration Bush accusant la Syrie d'être souvent la porte d'entrée des «terroristes étrangers» venant combattre aux côtés du réseau extrémiste Al-Qaïda en Irak.

L'armée américaine, depuis l'invasion de 2003, a mené plusieurs opérations contre des combattants étrangers, notamment arabes, qui s'infiltrent à partir du poste frontalier irakien d'Al-Qaëm, juste en face de la frontière syrienne.

Le raid héliporté survient alors que le régime du président Bachar al-Assad a commencé à sortir de son isoleOment diplomatique international.

PIRATES

Première mission d'escorte de l'Otan en Somalie

Un navire de guerre de l'Otan a escorté avec succès un cargo vers un port somalien, lors de la première mission d'escorte de l'Alliance atlantique dans cette région où sévissent les pirates, a annoncé hier le secrétaire général de l'Otan, Jaap de Hoop Scheffer.

«Un navire de l'Otan vient juste de terminer d'escorter un bateau qui amenait du matériel» pour la mission de maintien de la paix de l'ONU en Somalie, a-t-il déclaré lors d'un point de presse en compagnie du diplomate en chef de l'Union européenne, Javier Solana.

Le bateau escorté en question doit accoster mardi (aujourd'hui), a-t-il ajouté. Trois navires de guerre de l'Otan — le destroyer italien *Durand de la Penne* et les deux frégates grecque et britannique *Themistokles* et *Cumberland* — ont commencé la semaine dernière à patrouiller au large de la Somalie et dans le golfe d'Aden pour dissuader les pirates dans la région. Ils devraient également sur demande escorter les navires du Programme alimentaire mondial (PAM), qui achemine de 30 000 à 35 000 tonnes d'aide chaque mois en Somalie.

Le Canada, qui assurait leur protection jusque-là, devrait être relayé jeudi par les Pays-Bas. L'Union européenne a annoncé qu'elle enverrait, elle aussi, près de 10 navires, une première dans le cadre de la politique européenne de sécurité et de défense.

Cette mission navale européenne devrait prendre le relais de l'Otan courant décembre.

Quelque 63 bateaux étrangers ont été attaqués par des pirates somaliens dans l'océan Indien et le golfe d'Aden cette année, le double du bilan pour toute l'année 2007, selon le Bureau maritime international.

TURQUIE : PROCÈS D'ERGENEKON

La cour décide de lire l'accusation, le verdict retardé

Le tribunal turc saisi du procès d'une cellule armée clandestine, Ergenekon, accusée de vouloir renverser le gouvernement, a décidé hier que l'acte d'accusation, un document d'environ 2 500 pages, soit lu intégralement, ce qui devrait retarder le verdict, ont rapporté les médias.

Le procès de 86 membres supposés de ce réseau qui s'est ouvert la semaine dernière, a repris hier pour une troisième audience dans une prison de Silivri, à 50 kilomètres d'Istanbul.

En dépit du refus de la plupart des accusés et de leurs avocats mais suivant la demande d'un seul prévenu, les juges se sont prononcés en faveur de la lecture dans son intégralité de l'acte d'accusation, un texte de pas moins de 2 455 pages, élaboré par une équipe de trois procureurs, a indiqué la chaîne d'information CNN-Türk.

La lecture qui a immédiatement débuté hier pourrait prendre jusqu'à un mois et retarder un verdict dans ce procès très médiatisé en Turquie, selon les spécialistes. Les membres du réseau Ergenekon sont accusés d'avoir voulu semer le chaos dans le pays en multipliant les manifestations illégales et les assassinats pour renverser le gouvernement du Parti de la justice et du développement (AKP), issu de la mouvance islamiste. Selon la presse turque, leur but était d'instaurer un climat de chaos et de provoquer une intervention de l'armée turque connue pour ses quatre coups d'Etat dans le passé. L'année dernière, lors des défilés contre le projet de loi sur le voile à l'université, l'armée avait menacé le gouvernement AKP d'intervenir pour défendre la laïcité. Le ministère public accuse la cellule d'avoir projeté des attentats contre le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, l'ex-chef d'état-major Yasar Büyükanit et diverses personnalités comme le prix Nobel de littérature 2006 Orhan Pamuk. Applaudie par les milieux pro-gouvernementaux et libéraux qui y voient une avancée sans précédent dans la lutte contre les réseaux politico-mafieux, l'enquête est critiquée par le courant pro-laïcité comme une manœuvre de l'AKP pour faire taire ses opposants.

PUBLICITE